



SEDIF

SERVICE PUBLIC DE L'EAU



2200 lot 1

DECISION N° D2024-91-SEDIF

Portant acquisition à titre gratuit d'une servitude de passage d'une canalisation d'eau potable à Vincennes (17 avenue des Murs du Parc)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5711-1 et suivants et L. 5210-1 à L. 5211-61,

Vu la délibération du Comité n°2024-21 du 20 juin 2024 donnant au Président délégation pour certaines affaires, dont la constitution de servitude et de tout droit réel nécessaires pour le service public de l'eau,

Considérant la nécessité de mettre en place une servitude au titre du renouvellement d'une canalisation d'eau potable sur la parcelle cadastrée n° K 13 située 17 avenue des Murs du Parc à Vincennes,

Vu l'engagement du propriétaire de constitution de servitude en date du 23 novembre 2022 qui prévoit que les frais d'établissement de l'acte en la forme administrative sont à la charge du propriétaire et ont déjà été acquittés,

Vu la décision du Président du SEDIF n° D2022-114 du 19 décembre 2022 portant acquisition à titre gratuit d'une servitude de passage d'une conduite d'eau potable cadastrée n° K 13 située 17 avenue des Murs du Parc à Vincennes,

Considérant que cette décision est affectée d'une erreur matérielle concernant la charge des frais d'établissement de l'acte,

Vu le budget du SEDIF,

Le Président,

Article 1 modifie l'article 3 de la décision n° D2022-114 du 19 décembre 2022 portant acquisition à titre gratuit d'une servitude de passage d'une conduite d'eau potable cadastrée n° K 13 située 17 avenue des Murs du Parc à Vincennes, en raison d'une erreur matérielle quant aux frais d'établissement de l'acte de servitude en la forme administrative,

Article 2 précise que les frais d'établissement de cet acte, à la charge du propriétaire, ont déjà été acquittés.

Certifiée exécutoire la présente décision
publiée sur le site internet du SEDIF et
transmise à M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris le :

16 SEP. 2024

Le Président

Pour le Président et par délégation,
L'attachée hors classe

S. CHICOISNE




André SANTINI
Ancien Ministre
Maire d'Issy-les-Moulineaux
Vice-président de la Métropole du Grand Paris

Le délai de recours contre le présent acte, auprès du tribunal administratif de Paris, est de deux mois à compter de la date de sa publication.